



"Le funambule : l'ethnologue et la recherche urbaine. L'expérience d'un équilibre fragile "

Salembier, Chloé

ABSTRACT

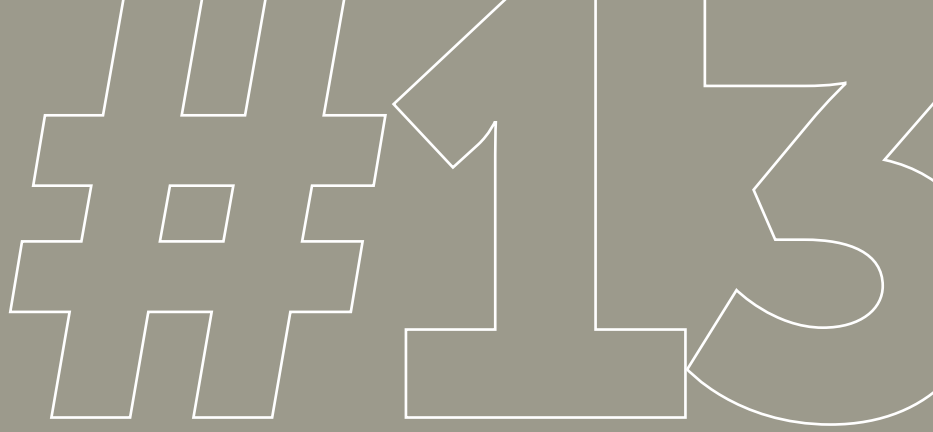
Cet article propose une réflexion sur les ajustements perpétuels que supposent la pratique de terrain et la méthode de « l'observation participante ». Le contexte de recherche est celui d'une « ethnologie dans la ville » (Hayot, 2012) au cœur d'un quartier de Bucarest dont les habitants sont menacés d'expulsion suite aux récents changements de régime de propriété en Roumanie. Ces conditions d'enquête particulières obligent le chercheur à endosser différents rôles et statuts correspondant à des prises de positions que cet article présente chronologiquement entre l'arrivée sur le terrain au printemps 2010 et le dernier séjour de recherche en 2013. Ce parcours semé d'embûches permet de lancer des pistes de réflexion pour envisager les défis méthodologiques, épistémologiques, éthiques et émotionnels qu'il convient de relever pour créer de la connaissance dans un contexte instable et précaire. Afin de répondre à ces questionnements, l'article interroge la dimension artisanale du travail ethnographique qui oblige le chercheur à « sauter dans le vide » lors de son arrivée sur un nouveau terrain et à « marcher sur une corde » tout au long de son parcours de recherche pour tenter de trouver un équilibre entre l'engagement auprès des acteurs locaux et la production de connaissance. Pour terminer, l'article présente des pistes de réflexion concernant le rôle de l'ethnologue dans la recherche urbaine en particulier, et pour la société en général : est-il un médiateur entre les différents acteurs de la ville, ...

CITE THIS VERSION

Salembier, Chloé. *Le funambule : l'ethnologue et la recherche urbaine. L'expérience d'un équilibre fragile*. In: ROOSE, Marie-Clotilde, *Penser à partir de l'architecture: Poétique, technique, éthique*, Presses universitaires de Louvain-la-Neuve : Louvain-la-Neuve 2020, p. 249-276 <http://hdl.handle.net/2078.1/225016>

Le dépôt institutionnel DIAL est destiné au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques émanant des membres de l'UCLouvain. Toute utilisation de ce document à des fins lucratives ou commerciales est strictement interdite. L'utilisateur s'engage à respecter les droits d'auteur liés à ce document, principalement le droit à l'intégrité de l'œuvre et le droit à la paternité. La politique complète de copyright est disponible sur la page [Copyright policy](#)

DIAL is an institutional repository for the deposit and dissemination of scientific documents from UCLouvain members. Usage of this document for profit or commercial purposes is strictly prohibited. User agrees to respect copyright about this document, mainly text integrity and source mention. Full content of copyright policy is available at [Copyright policy](#)



LE FUNAMBULE : L'ETHNOLOGUE ET LA RECHERCHE URBAINE, L'EXPÉRIENCE D'UN ÉQUILIBRE FRAGILE

Chloé Salembier

Cet article propose une réflexion sur les ajustements perpétuels que supposent la pratique de terrain et la méthode de l'observation participante. Le contexte de recherche est celui d'une ethnologie dans la ville (Hayot, 2012) au cœur d'un quartier de Bucarest dont les habitants sont menacés d'expulsion suite aux récents changements de régime de propriété en Roumanie. Ces conditions d'enquête particulières obligent le chercheur à endosser différents rôles et statuts correspondant à des prises de position que cet article présente chronologiquement entre l'arrivée sur le terrain au printemps 2010 et le dernier séjour de recherche en 2013.

Ce parcours semé d'embûches permet de lancer des pistes de réflexion pour envisager les défis méthodologiques, épistémologiques, éthiques et émotionnels qu'il convient de relever pour créer de la connaissance dans un contexte urbain instable et précaire. Afin de répondre à ces questionnements, l'article interroge la dimension artisanale du travail ethnographique qui oblige le chercheur à sauter dans le vide lors de son arrivée sur un nouveau terrain et à marcher sur une corde tout au long de son parcours de recherche pour tenter de trouver un équilibre entre l'engagement auprès des acteurs locaux et la production de connaissance. Pour terminer, l'article présente des pistes de réflexion concernant le rôle de l'ethnologue dans la recherche urbaine en particulier, et pour la société en général : est-il un médiateur entre les différents acteurs de la ville, un porte-parole des réalités observées ou l'architecte de nouveaux lieux de débats au cœur de nos sociétés contemporaines ?

CHLOÉ SALEMBIER

Chloé Salembier est docteure en anthropologie, elle enseigne les sciences humaines à Loci, la Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale, d'urbanisme de l'UCLouvain. Elle est également co-fondatrice de la cellule Uses&Spaces dont les recherches étudient les croisements méthodologiques d'abord, épistémologiques ensuite, et opérationnels finalement entre les disciplines de l'espace (architecture et urbanisme) et celles des sciences humaines (anthropologie et sociologie). L'ambition porte sur l'amélioration des conditions d'habitat, au sens large, des publics les plus vulnérables. Les recherches actuelles de Chloé Salembier portent sur l'accès au logement pour les femmes, les nouvelles formes d'habitat, les parcours résidentiels et la question des Communs.

INTRODUCTION

Cet article basé sur un travail de thèse s'adresse à des chercheurs en sciences humaines souhaitant mettre au point une démarche d'observation participante de pratiques en milieux urbains précaires, ainsi qu'à des architectes-urbanistes ayant pour ambition d'intégrer des méthodes d'observation *in situ* et d'entretiens dans leur parcours méthodologique. Le questionnement sur le funambulisme proposé en conclusion de cet article peut également profiter à des chercheurs issus de différentes disciplines pour faciliter une démarche de recherche-action en milieu urbain. Il interroge fondamentalement les rôles endossés par le chercheur lorsqu'il croise les dimensions sociales et spatiales du contexte étudié. La recherche, présentée ici au travers de ses questionnements méthodologiques, est donc pensée à partir des formes spatiales, et donc de l'architecture. Elle prend comme point de départ les espaces tels qu'ils sont vécus et perçus par les informateurs de la chambre à la ville. Ce cheminement spatial m'a permis, dans ma recherche doctorale, d'une part, de mettre en exergue la façon dont les pratiques spatiales produisent l'espace urbain bucarestois post-communiste et de définir, d'autre part, un cadre théorique aux recherches prenant comme point de départ l'habiter.

Je réalise mon observation participante¹ entre 2010 et 2013 dans un quartier de Bucarest où les habitants, anciens locataires de l'État, sont progressivement expulsés de leur logement suite au changement du régime de propriété² en Roumanie. Cette situation dramatique est une conséquence d'une loi votée en 2001 par le Parlement roumain. Cette dernière permet aux propriétaires dont les biens ont été confisqués par l'État communiste au moment de la nationalisation (entre 1946 et 1989) de récupérer leur patrimoine. Cette loi fait suite à une série de recommandations de la communauté internationale³. Pour l'État roumain, la promulgation de la loi numéro 10 sur le respect de la propriété est une condition pour entrer dans l'Union européenne. Elle permet de faire

1 Cette recherche de terrain s'organise dans le cadre de la réalisation d'une thèse de doctorat financée par la Faculté Loci (UCLouvain) sous contrat d'assistante et s'inscrit donc dans un programme de recherche totalement indépendant.

2 Voir au sujet de la rétrocession les articles de Filippo Zerilli (Zerilli, 2006), ethnologue italien ayant réalisé des recherches en Roumanie post-communiste sur les questions de rétrocession et de corruption notamment.

3 Voir à ce sujet les articles de Livinia Stan (Stan, 2010), juriste spécialisée dans la question des rétrocessions en Roumanie.

amende honorable par rapport à ceux qui ont été victimes du communisme, et d'asseoir l'État libéral démocratique.

La loi prévoit que la propriété sera restituée en nature à l'ayant-droit. Si la rétrocession immédiate est impossible, l'État peut indemniser les propriétaires qui ont été privés de leurs droits durant la période communiste. Les biens immobiliers restitués sont, dans la plupart des cas, habités depuis de nombreuses années par des locataires de l'État. Placés dans ces logements par la société publique qui gérait le logement pendant la période communiste, ils sont actuellement contraints de quitter les espaces de vie qu'ils ont totalement investis, et qu'ils se sont pleinement appropriés.

Dans les économies socialistes, le droit d'usage des logements était supérieur au droit de propriété. Les locataires obtenaient un droit d'occupation illimité et pouvaient également hériter d'un logement. Par conséquent, les locataires de l'État ont un attachement profond aux logements qu'ils louaient depuis plusieurs années à la société étatique. Le voisinage est une des dimensions importantes de leur mode d'habiter, ils partagent des caractéristiques socio-économiques communes : niveau de formation faible, précarité de l'emploi, familles nombreuses, revenus incertains et origines *rom*. Les habitants du quartier n'ont pas les moyens d'entrer dans le système locatif privé, car le prix des loyers à Bucarest dépasse souvent et de loin le montant de leurs revenus. Malgré leur demande répétée d'accession à des logements sociaux, les autorités locales compétentes pour cette matière ne répondent pas à leurs requêtes, prétextant depuis des années ne pas avoir de logement⁴ à leur offrir.

Pour ces habitants, au-delà de la contestation de la légitimité de la loi, l'évacuation est perçue comme un drame, car elle entraîne une relégation immédiate vers la rue ou vers des quartiers de la périphérie considérés comme dangereux. Les voisins du quartier étudié partagent donc, au quotidien, la précarité du logement et l'urgence de trouver une solution pour pouvoir se reloger, au cas où l'avis d'évacuation arriverait

4 À la différence d'autres anciens pays de l'Europe de l'Est, les formes actuelles de logement public en Roumanie peuvent être définies comme une « politique du marché résiduel » (market residual policy) (Lux & Sunega, 2013, p. 510) ; ce qui signifie que l'État s'appuie sur ce qui lui reste (environ 2 % de l'ensemble du parc immobilier) en termes de logement public pour loger les citoyens dans le besoin.

dans leur boîte aux lettres. Ils ont l'impression de vivre perpétuellement en suspens. À leurs yeux, leur habitat est bien plus qu'un logement, il est un univers sécurisant et familier qui leur permet de survivre face aux contingences économiques et sociales difficiles de la Roumanie contemporaine.

Cet article présente dans un premier temps mon parcours de terrain à Bucarest de façon chronologique entre 2010 et 2013 au travers de différentes étapes : les premiers pas sur le terrain, l'adaptation aux pratiques locales, l'élargissement du contexte de la recherche, la gestion de situations de crise, la difficulté d'empiler les rôles, le partage de moments de joie avec les informateurs, la gestion de l'absence et le retour du terrain. Dans un second temps, l'article met en évidence deux réflexions méthodologiques et épistémologiques concernant la position de « l'observateur participant » obligé de « sauter dans le vide » au démarrage et de « marcher sur une corde » tout au long du parcours de recherche.

PARCOURS DE TERRAIN

Mes premiers pas sur le terrain : rencontre des acteurs et choix de mon camp

En tant que chercheuse, je me retrouve plongée au cœur de la réalité conflictuelle des rétrocessions dès mon premier terrain. Je découvre le quartier grâce à une association appelée « L'offensive de la générosité » (*Ofensiva Generozității*). Je rencontre ses membres, de jeunes artistes bucarestois, et ils m'invitent à visiter et à participer aux activités du centre communautaire qu'ils ont mis en place en collaboration avec les habitantes, dans l'ancienne discothèque du quartier *La Bomba*. Au travers de ces premiers pas sur le terrain, je souhaite réaliser une analyse permettant d'identifier le réseau des acteurs présents dans le quartier et qui participent aux transformations en cours dans la zone : monde associatif, nouveaux et anciens habitants, promoteurs immobiliers, marché aux fleurs, etc. Le centre communautaire me semble être une piste intéressante pour débiter mon intégration au contexte. C'est

principalement grâce aux enfants le côtoyant que j'intègre le réseau d'acteurs du quartier.

Petit à petit, ma présence prolongée me permet d'approcher les mamans⁵, j'apprends à connaître les habitantes, je découvre la problématique des expulsions et décide de me concentrer sur les habitantes anciennes locataires de l'État pour plusieurs raisons. La première concerne notre proximité socio-démographique, je suis une femme et nous sommes de la même génération. Je suis donc plus facilement acceptée par mes informatrices que par les hommes ou par les personnes plus âgées. La deuxième raison tient au rôle des femmes sur ce terrain d'étude. Elles jouent un rôle essentiel dans le soin aux espaces domestiques, dans l'organisation sociale du quartier ainsi que dans les luttes menées contre les expulsions des anciens locataires de l'État. Les femmes sont donc responsables de tout ce qui a trait à l'habiter dans ces multiples dimensions, questions qui constituent le cœur de ma recherche. La troisième raison touche à leur vulnérabilité face à l'expulsion de leur logement. Les femmes cumulent en effet trois marqueurs sociaux susceptibles de les désavantager dans l'accès à un logement : elles sont femmes, stigmatisées comme « rom » par la société dominante et elles survivent principalement grâce au marché de l'économie informelle. Finalement, la quatrième raison relève d'une question d'ordre éthique m'obligeant progressivement à choisir mon camp. Il me semble en effet, de plus en plus inenvisageable de partager une cigarette et un café dans un gobelet en plastique, assise sur le trottoir un soir, et de me retrouver le lendemain à siroter une coupe de champagne lors d'un vernissage pour l'ouverture d'un bureau d'architecture dans le bâtiment qui fait face au trottoir côtoyé la veille.

L'ambiguïté de la position du chercheur entre inexpérience et habileté

Je m'intègre auprès des femmes grâce, majoritairement, à deux activités. D'une part, je suis constamment présente dans le quartier, que ce soit dans les espaces publics ou domestiques et je participe aux activités quotidiennes des habitantes : nettoyage, préparation des repas, soins des enfants, discussions, etc. Si au départ, les femmes suspendent toute

5 En tant que femme-chercheuse, je me suis naturellement tournée vers les jeunes mamans du quartier qui ont toutes environ mon âge.

activité lorsque je me présente chez elles, après quelques semaines, elles vaquent à leurs occupations en me demandant de mettre la main à la pâte. D'autre part, à la demande d'une de mes informatrices qui gère les procès de rétrocession de plusieurs familles avec son époux, je commence à m'engager sérieusement pour tenter d'apporter un éclairage sur la question des rétrocessions/évacuations : recherche des anciens propriétaires, entretiens avec les avocats, investigations dans les archives, etc.

En ce qui concerne les activités ordinaires qui rythment leur journée, les femmes me considèrent comme une enfant à qui il faudrait tout apprendre ; elles disent : « tu ne sais pas ce qu'il est bon de faire pour un enfant », « tu ne sais pas préparer de plats traditionnels », « tu n'as aucune idée de la manière dont il faut se comporter avec mon mari », etc.

Après quelque temps, ce statut enfantin est contredit par mon « capital culturel » (Bourdieu, 1979) que les femmes pensent être un atout pour défendre leur droit à un logement à l'extérieur du quartier. Elles me disent : « Tu es utile. Moi, je n'ai pas d'éducation ». La plupart ne savent ni lire ni écrire, elles se sentent donc « incapables » de relever les défis propres à la question du droit au logement. Fondamentalement, elles ne s'intéressent pas du tout à la question *politique* des évacuations. De leur point de vue, il n'y a pas d'intérêt à militer pour le droit au logement. Elles ne manifestent aucune volonté de participer à des débats, elles manquent de confiance pour prendre la parole, et affichent un désintérêt pour la question publique. Elles conçoivent leur situation comme une fatalité et disent : « Si Dieu l'a voulu comme ça... ». De mon côté, à cette époque, les notions de « droit au logement », de « militantisme » et de « démocratie participative » font partie de mon quotidien, bien plus que le soin des enfants, la préparation des repas ou les problèmes de cohabitation intergénérationnelle. Une des habitantes comprend bien l'enjeu de ma présence et communique cet intérêt auprès des autres mamans, elle me prend sous son aile, m'invite partout, et me présente comme son amie auprès de son entourage. Nous nous rapprochons progressivement. Je participe à tous les grands événements de la vie du quartier.

Mon rôle sur le terrain est donc ambigu. Dans les espaces domestiques, les femmes me considèrent comme une enfant à qui il faut apprendre les pratiques quotidiennes du soin de la maison et de la famille, alors que, dans l'espace public, les femmes me mettent en avant pour que je défende leur position d'évacuées et pour faire valoir leur droit à accéder à un logement.

Élargir le contexte de recherche : rencontre avec la société civile bucarestoise

Quelques mois plus tard, en mars 2011, je repars pour un deuxième terrain sans avoir réellement pris de recul suite à mon premier séjour de recherche en 2010. Dès mon arrivée sur place, les femmes sont extrêmement demandeuses, elles me sollicitent pour que je les représente auprès des différentes ONG bucarestoises. Je n'ai alors aucun statut légal ou juridique pour les représenter. Les artistes de l'association *Ofensiva Generozității* ont bien créé une structure administrative, mais la problématique du logement n'est pas inscrite dans les statuts.

J'intègre alors différents groupes de militants à Bucarest. Aucune structure ne se préoccupe à proprement parler du logement, ou encore du changement de régime de propriété⁶. Je compte bien mettre cette question à l'ordre du jour. Je rejoins alors la « Plateforme pour Bucarest »⁷ (*Platforma pentru București*) au nom des habitants du quartier. Le groupe, à cette époque, se préoccupe particulièrement de la destruction d'un quartier de Bucarest. Je découvre que les démolitions font suite à un projet de construction d'une voie rapide entre le nord et le sud de la ville et que ce projet pourrait bien se prolonger jusqu'au quartier où je réalise ma recherche de terrain.

6 Entre-temps, une plateforme activiste, *Frontul Comun Pentru Drept la Locuire* (Front commun pour le droit au logement), s'est créée en 2013 à Bucarest pour lutter contre les évacuations et pour le droit au logement, notamment au travers d'un plaidoyer politique pour la création de logements publics. L'étude de la problématique des évacuations dans le quartier de Rahova-Uranus a participé à l'émergence de ce mouvement citoyen.

7 « La plateforme pour Bucarest » dont le nom s'est transformé en 2012 en « Plateforme pour une ville durable » (*Platforma pentru orașe durabile – Împreună pentru un oraș mai bun*), travaille depuis 2008 à la réalisation d'un *pacte* pour Bucarest : « Il s'agit d'un ensemble de propositions qui constitue un projet complet pour le devenir de la capitale roumaine : préservation et valorisation du patrimoine, développement des transports publics, meilleure répartition des zones d'activité, mixité sociale, etc. » (Henri, 2012)

Les associations regroupées autour de la plateforme organisent un atelier⁸ de réflexion et de participation pour tenter de penser une alternative à ce projet urbanistique coûteux et irrespectueux de l'environnement bâti et humain. Je participe à ce projet de manière assidue, travaillant semaine après semaine avec des acteurs engagés dans la dynamique urbaine de Bucarest. Pourtant, les femmes du quartier me font remarquer à plusieurs reprises que la destruction de leur quartier constitue peut-être l'opportunité d'être relogées par la Mairie⁹. Un premier conflit en termes de représentation du projet urbain apparaît ici : je considère la destruction du quartier au nord comme violente d'un point de vue humain et patrimonial, alors que mes informatrices l'envisagent comme une opportunité d'être relogées par l'État.

En vue de faire connaître la problématique des expulsions au monde associatif bucarestois, et profitant de ce nouveau réseau, nous organisons la « Journée du quartier » (*Ziua cartierului*). Nous y invitons les différents acteurs locaux ainsi que des « Ongistes », comme on a l'habitude d'appeler les militants d'ONG à Bucarest. Je tente alors de faire campagne auprès des autres habitants du quartier qui ne sont pas concernés par la question des restitutions, pour qu'ils rejoignent le mouvement citoyen en formation. Je réalise des entretiens et tente de fédérer les énergies contre le projet de destruction du quartier.

Pour communiquer facilement, je décide de réaliser, au pied levé, un petit film documentaire comprenant plusieurs entretiens avec les habitantes. J'intitule ce film « Nous nous battons contre des moulins à vent » (*Ne luptăm cu morile de vânt*) pour paraphraser les paroles d'une habitante expulsée. Nous le présentons lors de la journée du quartier. Il questionne principalement la responsabilité de l'État concernant le changement du régime de propriété, et son désengagement vis-à-vis des problèmes d'évacuation et de relogement des populations les plus précaires.

8 *Bucuresti alternativ* organisé par ASUB - *Asociația Spațiului Urban Bucuresti* - TUB - *Asociația pentru Tranziție urbane* et le *Centrul de cercetare și Dezvoltare Antropoeseis*.

9 Elles se représentent la réalité de cette façon, car durant la période communiste, de nombreux quartiers ont été démolis pour construire les quartiers de blocs de logements. L'État roumain a mis en place un système d'accès au logement réellement efficace en comparaison avec la situation actuelle. Dans le cadre du projet urbain de la Diamétrale nord-sud, la reconfiguration urbanistique du quartier a servi la transformation socio-économiques de cette zone centrale attrayante. Certains anciens locataires de l'État n'ont pas été relogés, ni dans le quartier en question, ni ailleurs dans la ville.

Un deuxième conflit en termes de représentation apparaît alors entre les artistes présents dans le quartier depuis plusieurs années, qui considèrent l'accès à la culture comme un moyen de lutter contre les inégalités, et les autres militants qui utilisent d'autres moyens de pression politique. Ces divergences participent à l'inconfort de ma position de soi-disant « observatrice participante ». L'une des habitantes, consciente de l'importance de la médiatisation de la problématique des expulsions pour la reconnaissance du droit au logement, propose alors de réaliser un long métrage documentaire. J'accepte cette proposition alors que je m'étais promis de ne pas réaliser d'images¹⁰ sur le terrain pour me différencier d'autres acteurs présents sur place qui avaient une certaine tendance à l'instrumentalisation des images des habitants, au service de causes ne rencontrant parfois pas celles des personnes expulsées.

Ce moment du terrain où débute une recherche à une échelle plus large et où un problème local emmène le chercheur dans de nouveaux espaces et à la rencontre de nouveaux acteurs complexifie fortement la démarche engagée et les problématiques soulevées par le contexte étudié. Néanmoins, ces épisodes de décentrement vers de nouveaux territoires reliés intimement aux questions de terrain sont absolument nécessaires et permettent d'identifier les relations entre des questions locales et le contexte urbain sur lequel la recherche est engagée.

L'évacuation du centre communautaire : comment gérer les situations de crise sur le terrain ?

Durant l'été 2011, alors que je participe à un workshop à l'ouest de la Roumanie, à plus de 800 kilomètres de Bucarest, je reçois un appel d'une des habitantes. Elle m'annonce que le centre communautaire *La Bomba* va être évacué et que les habitants n'ont reçu aucun soutien des autorités locales ni des ONG. Cette expérience de solitude face à l'évacuation d'un espace collectif qu'ils partageaient est ressentie comme un échec dramatique. La pression et l'urgence montent d'un cran.

10 Fondamentalement, les questions d'anthropologie audiovisuelle me passionnent. J'ai un attrait certain pour le support filmique, et les démarches propres au documentaire. À ce titre, j'ai réalisé un film en Roumanie en 2009, intitulé « Quelque part au milieu », et j'ai participé à une formation en anthropologie audiovisuelle à Bruxelles. Mais lors de mon arrivée dans le quartier, l'attitude instrumentale et opportuniste de certains acteurs vis-à-vis de l'image des habitants me révolte, et je décide d'abandonner immédiatement l'idée de produire des images sur le terrain.

Pour le quartier, le centre communautaire constitue un symbole important dans la lutte contre les évacuations. Le bâtiment avait été construit par un des habitants, sur un terrain appartenant à l'État, après la révolution. Au cours de son histoire, ce bâtiment a accueilli différentes activités : discothèque, atelier de couture, restaurant, pour finalement être transformé récemment en centre communautaire. L'espace a fait l'objet d'une demande de rétrocession dès 2001 et, malgré les efforts investis par les habitants pour entretenir ce lieu pendant des années, les experts chargés d'appliquer la loi sur les rétrocessions ne reconnaissent pas cette dimension de l'appropriation, et le quartier perd son espace communautaire. La rapidité de l'exécution et la violence de l'évacuation me poussent à la réalisation du film. Je commence à y travailler sans relâche, car le problème du relogement des familles me préoccupe énormément.

Le tournage du film documentaire et l'empilement des rôles du chercheur

Au printemps 2012, après avoir prospecté dans le domaine de la production documentaire pendant tout l'hiver, je retourne à Bucarest avec une équipe de tournage. Deux producteurs indépendants soutiennent le projet. Au départ, Aurélie s'occupe du cadrage, je prends le son et réalise. Après quelques semaines, je comprends les difficultés d'être à la fois technicienne et réalisatrice, j'invite alors Maxime, ingénieur du son, à rejoindre le tournage. Durant ces trois mois, mon rôle au sein du quartier évolue, je reste proche des femmes, mais je dois également diriger une équipe et orchestrer la réalisation du film. J'ai donc moins l'occasion de participer aux activités des femmes puisque je suis censée prendre du recul pour pouvoir les filmer. J'ai le sentiment d'être constamment sollicitée : par les femmes, par les ONG, par les techniciens, etc.

Une fatigue à la fois mentale physique commence à apparaître, elle ne me quittera plus. Je rencontre les producteurs, ils n'apprécient pas les décisions de réalisation et commence alors une lutte pour tenter de mêler la pratique ethnographique de celle du documentaire.

La rencontre avec les autorités locales : partager la joie des informateurs

En février 2013, le terrain m'appelle à nouveau. Cette fois, il s'agit de renouer les liens avec les artistes de l'association. Préoccupés par l'indifférence des autorités locales face aux problèmes de relogement des habitants, les artistes organisent « Le défilé de mode des femmes évacuées » (*Parada femeilor evacuate*) dans un grand club de la capitale roumaine.

Entre-temps, une de mes informatrices a réussi à s'imposer auprès des artistes : elle est devenue présidente de l'association et me propose d'en devenir membre. Lors de cet événement symbolique et artistique, les femmes portent des vêtements recyclés dans le quartier et transformés par un styliste de renom. De nombreuses personnalités sont invitées, la femme du Premier ministre roumain, également députée européenne, défile avec les habitantes. Je présente l'événement, je réponds aux questions des journalistes, on me présente comme l'ethnologue ¹¹ du quartier.

Le lendemain de l'événement, nous organisons une « table de dialogue » réunissant différentes personnalités politiques. L'objectif est de présenter un projet de relogement pour les habitants, dessiné par une équipe pluridisciplinaire d'architectes, d'urbanistes et de sociologues. Pour la première fois, les autorités locales compétentes sur les questions de restitution/relogement se déplacent grâce aux pressions médiatiques et politiques liées à la participation de l'épouse du Premier ministre. Des représentants d'ambassades et d'ONG sont également présents. Nous défendons conjointement le projet auprès des différentes instances. Le maire nous propose de respecter un calendrier pour la mise en pratique du relogement des habitants dans leur quartier, et l'espoir renaît parmi nous.

11 Une journaliste indépendante écrit un article sur mon travail d'ethnologue au sein du quartier (Matzal, 2013).

L'évacuation de Cami : gérer l'absence sur le terrain

Cet épisode fédérateur sera rapidement effacé par deux événements. D'une part, je me rends compte, après coup, que le projet de logement présenté aux autorités n'a pas du tout été dessiné en collaboration avec les habitants et que les experts ont réalisé leur projet à l'écart du quartier. D'autre part, le 9 mars 2013, au lendemain de la trêve hivernale se terminant le 1^{er} mars, une famille emblématique de la lutte contre les évacuations se fait expulser.

Dans un premier temps, la mobilisation des ONG autour des habitants est importante : présence lors de l'évacuation, manifestation devant la mairie du secteur pour obliger le maire à respecter le calendrier, sollicitation des médias, etc. Puis, au fil des jours, les militants abandonnent le front. La famille composée de 13 personnes loge dans une cabane construite sur le trottoir. Le froid, l'abandon des militants et l'inertie des autorités locales désespèrent tout un chacun. Durant cet épisode, je suis coincée en Belgique suite au décès d'un de mes proches. Les femmes se montrent compréhensives face à mon absence, mais me signifient l'importance de mon retour à Bucarest pour résoudre la situation. Elles comptent les jours et placent énormément d'espoir dans le soutien que je pourrais leur apporter.

Je reviens alors sur le terrain avec trois projets : j'espère réconcilier les femmes et les militants des différentes ONG qui gravitent autour du quartier. Je souhaite initier un réel projet d'habitat participatif en constituant une équipe pilote pour élaborer une solution de relogement des habitants dans leur quartier. Et, finalement, je continue à tourner le film documentaire débuté en 2012, cette fois sans équipe de tournage, pour disposer d'une plus grande liberté.

L'apogée de mon implication : quand la fatigue gagne du terrain

Lorsque je débarque à la fin du mois de mars 2013, il neige à Bucarest. La famille expulsée habite toujours dans une cabane fabriquée avec des matériaux de récupération prêtés par les voisins. Les femmes du quartier sont à la fois révoltées et désespérées par le désengagement de leurs alliés face à la problématique du relogement.



△ Figure 1. Mai 2010. Une famille évacuée de son logement suite au processus de rétrocession. Sur la pancarte, il est indiqué : «Évacués de force». Photo de l'auteure, mai 2010.

Cami, jeune maman, est la plus courageuse de la famille expulsée ; elle se rend chaque jour à la mairie de secteur pour rencontrer les autorités compétentes pour le logement social. Personne ne semble entendre sa requête, les portes se referment, et on lui répète : « Nous n'avons pas de maison ! », un employé de l'administration locale lui fait remarquer que « nous ne sommes plus à la période communiste et aujourd'hui, l'État ne distribue plus de logement ». Mais Cami est persuadée, étant donné ses revenus et sa composition familiale, qu'elle a droit à un logement social.

Comme Cami me l'a explicitement raconté dans un entretien, chaque jour, elle subit l'humiliation et un jour, alors qu'on lui refuse à nouveau l'accès au bureau du fonctionnaire qui s'occupe du logement, elle déverse dans le couloir de l'accueil un tas de documents concernant les expulsions et elle se met à hurler. La secrétaire finit par informer le conseiller. Cami entre alors dans son bureau. Elle s'adresse à lui avec rage et lui indique qu'elle aurait préféré ne pas avoir à créer un scandale

à la mairie, mais qu'il ne lui laisse pas le choix. Du haut de son mètre cinquante, elle l'invite à observer la neige qui tombe par la fenêtre et à éprouver ce qu'elle ressent, car ses enfants sont dehors avec elle et sa famille, depuis plusieurs semaines.

Ce type de récit, associé à une présence quotidienne dans les mêmes conditions de précarité que la famille, *oblige* l'ethnologue à s'impliquer. Je tente alors de dénouer le conflit et de comprendre ce qui, dans la partie adverse, a pu mener à un tel désinvestissement. Je m'entretiens avec différents représentants des ONG et je découvre qu'ils ont désigné entre eux un responsable du quartier qui sera chargé de former les femmes pour s'auto-représenter. Ce responsable applique des méthodes d'*empowerment* importées des États-Unis et espère arriver à des résultats pour que les femmes parviennent à se débrouiller seules.

Les tâches à réaliser sont colossales pour des habitantes en procédure d'expulsion ou sans-logement : rédaction de documents, recherche d'informations sur internet, organisation de la communauté, etc. Les femmes ne comprennent pas cette attitude de retrait et ne sont pas intéressées par un éventuel projet d'amélioration de leurs compétences. Elles pensent leur réalité en termes de solutions pratiques, d'urgences à résoudre et d'obligation à venir en aide à la famille de Cami. La précarité de la situation de la famille expulsée ne favorise pas la mise en place d'une pédagogie et d'une politique de « capacitation » (Genard et Cantelli, 2008) ni de participation publique. Les ONG pensent alors que les femmes font preuve de mauvaise volonté et qu'elles ne mettent pas toutes leurs ressources en œuvre pour prendre la situation en main.

Malgré ma volonté de mettre fin à ce conflit qui porte préjudice tant aux ONG qu'au quartier, je m'aperçois que deux modes d'action se rencontrent, difficiles à concilier. Les femmes ne souhaitent plus entendre parler de tout ce monde d'ONG, ni d'association, de manifestation, de communauté, d'engagement public ou de quoi que ce soit d'autre. Progressivement, suite aux expulsions, elles ont tendance à se replier sur des modes de débrouille davantage basés sur la famille élargie et le voisinage, que sur le militantisme et le débat public. Je prends conscience que le dialogue entre les différents acteurs manque totalement de transparence et qu'une entente est impossible, puisque chacune des parties ignore ou ne tient pas compte des intentions de l'autre.

Je propose alors de réconcilier les points de vue en organisant une autre méthode de travail. Les femmes ne me suivent pas, elles refusent de participer. Cette position de médiateur devient de plus en plus intenable, les femmes m'accusant d'avoir été « achetée » par les ONG, puisque « je parle avec eux » et que je veux « les faire parler avec eux », disent-elles. De mon point de vue, les femmes ont raison sur de nombreux points, mais concrètement, la présence d'alliés du monde associatif est indispensable pour construire un projet de relogement pour les habitants du quartier. Les femmes me demandent donc de résoudre leur conflit pour continuer à lutter pour le droit au logement, tout en rejetant ma manière de le résoudre et sans me proposer d'alternative que je sois à même de mettre en œuvre¹².

Contre l'avis des femmes qui ne souhaitent plus « parler, parler, sans que rien ne change », je décide de structurer la transparence et la discussion, au travers de tables de dialogue organisées de manière hebdomadaire. À mon sens, ces moments partagés seront l'occasion, pour les différents acteurs, de se rencontrer et de questionner ensemble les problématiques auxquelles les habitants doivent faire face. L'évaluation de la situation et la résolution des conflits doivent se faire conjointement, autour d'une table, qui pourrait devenir avec le temps, l'espace de construction d'une équipe transdisciplinaire qui traiterait de la question du logement à Bucarest.

J'invite alors d'autres acteurs : des architectes, des urbanistes, des sociologues et des anthropologues. Alors que les femmes, suite à l'évacuation, ont tendance à se replier sur leur famille élargie et à individualiser leurs efforts, j'impose, à l'inverse, une résolution du conflit basée sur une expérience collective et sur la fédération des énergies. Dans cette même dynamique et suite à la proposition d'une ONG¹³ qui s'occupe de participation publique, je soumets un amendement de la Constitution roumaine en matière de droit au logement. Je constate alors que mon implication et mon engagement en faveur de la considération d'un

12 Il est probable que les femmes m'aient effectivement proposé des alternatives, mais que je n'aie pas été en mesure de les comprendre. Ou même que cette inertie et cette opposition massive face au monde associatif constituent, effectivement, un mode local de résolution des conflits.

13 Régulièrement, quelques fois par an, l'association roumaine CeRe (*Centrul de Resurse pentru participare publica* – Centre de ressources pour la participation publique) propose à certaines structures de la société civile d'amender des points de la Constitution. La communication de ces demandes de changement est alors faite de façon commune et le Centre s'occupe de la transmettre aux autorités compétentes.

tel droit dépassent largement les enjeux du quartier. Du point de vue des femmes, il faudrait d'abord que je m'implique dans leurs problèmes concrets.

En parallèle à ces activités, je continue à filmer les protagonistes du documentaire et, après quelques semaines, un document sur le droit à l'image, transmis aux habitantes pour accord, exacerbe toutes les tensions. Le document en question est une formalité indispensable pour que la production puisse diffuser le film. Une des habitantes, également présidente de l'association et personnage principal du film, refuse de signer. Sa position lui permet d'affirmer son désaccord concernant toutes les activités en cours. La pression psychologique et morale est considérable, elle m'accuse d'avoir voulu les tromper concernant les avantages financiers du film, elle affirme avoir été « trahie par sa propre sœur ». Je me retrouve alors dans une position intenable, car je peux difficilement rémunérer les habitantes ayant participé au film et mon informatrice principale exclut la possibilité de continuer à être filmée, sans être assurée de profiter des retombées financières de la production du documentaire. Ma présence sur le terrain devient alors pratiquement insupportable.

Toutes les activités mises en place par les femmes du quartier, les associations ou moi-même pour faire face aux expulsions (la réalisation d'un film documentaire, les tables de dialogue, le défilé de mode, la formation à l'*empowerment*, etc.) sont de l'ordre de la *tactique* telle que de Certeau la définit dans son ouvrage sur les *Arts de faire* (de Certeau, 2010 : XLV). Dans un article paru en 2002, les auteurs Bessin et Roulleau-Berger utilisent la notion de *tactiques* pour montrer que ces pratiques sociales, bien qu'elles prennent place à la marge et qu'elles soient le fait des dominés, ne sont pas pour autant de « faibles armes » (Bessin et Roulleau-Berger, 2002). Mon travail de terrain permet en effet de montrer que les différents événements de résistance organisés dans le contexte des évacuations participent à la transformation des rapports de force entre dominants et dominés, autorisent à faire bouger les lignes d'un système laissant à la marge la majorité de la population et soutiennent la production urbaine post-communiste de Bucarest. Pourtant ces pratiques, malgré leurs forces et leurs inscriptions locales, ne permettent pas (ou pas encore) de régler la question du relogement des familles les plus pauvres suite à leur évacuation. L'État, quant à lui,

met en place des « stratégies » (de Certeau, 2010 : XLV) publiques éloignées des réalités vécues par les habitants. Ces manœuvres politiques ne participent pas au rétablissement d'une forme de justice entre ceux qui ont été privés de leur droit à la propriété pendant le communisme et ceux qui subissent aujourd'hui les conséquences de la libéralisation du marché économique roumain en étant expulsés des maisons qu'ils habitent depuis plusieurs années. L'ethnologue confronté à l'immobilisme de l'acteur principal d'une potentielle transformation de la situation, dans ce cas-ci l'État et particulièrement les municipalités, n'est pas en mesure de déployer des moyens pour aider les informateurs. Ceux-ci finissent donc par se demander s'ils ont bien fait d'accueillir une personne extérieure, en l'occurrence l'ethnologue, puisque sa présence leur est totalement inutile pour régler la situation qui les préoccupe.

Quel rôle peut-il alors tenir au sein de la recherche urbaine et auprès de ses informateurs ? La métaphore de la figure du « funambule » va me permettre, dans la suite de ce texte, de donner des pistes de réflexion concernant les missions que peut éventuellement assumer l'ethnologue, témoin de situations de précarité et d'urgence qu'on ne peut se résoudre à observer sans s'engager.

Mais avant de me lancer dans cette analyse, il est important de rappeler que le cas de mon terrain n'est pas isolé. Dès lors que les ethnologues pratiquent la méthode de l'observation participante, se posent les questions de leur intégration auprès des informateurs et des conflits inhérents à l'apparition d'un chercheur dans un contexte donné. Si ces expériences font partie de l'histoire de notre discipline, il est important de noter que les mondes contemporains que nous côtoyons ne préservent pas les ethnologues des difficultés inhérentes à une position d'observateur participant. Il semble même que, partout dans le monde, les chercheurs se trouvent confrontés à des situations majoritairement violentes et incertaines liées au contexte défini par Pierre-Joseph Laurent comme « modernité insécurisée »¹⁴ et que, par conséquent, il est pratiquement inconcevable de ne pas s'impliquer dans les nombreux drames dont nous sommes témoins au quotidien, sur le terrain.

14 L'équipe du Laboratoire d'anthropologie prospective (LAAP) de Louvain-la-Neuve met en exergue, au travers de nombreux ouvrages et articles, les spécificités de notre travail d'ethnologue dans un contexte de modernité insécurisée : « Concept opératoire, la Modernité insécurisée rend compte du fait d'être moderne dans un contexte globalisé d'insécurité (économique, sociale, politique, climatique, etc.) » (Breda, Derrider et Laurent, 2012)

LE FUNAMBULE : L'ETHNOLOGUE ET LA RECHERCHE URBAINE EN QUESTION(S)

Être équilibré, c'est pouvoir être déséquilibré sans tomber. (Chabot, 2015, p. 65)

Comme je l'ai montré dans la première partie de cet article, l'urgence et la précarité sont des données fondamentales de mon terrain. Ce qui me préoccupe au quotidien, ce n'est pas la récolte de données à proprement parler, mais bien la question des évacuations et du relogement des familles, parce que c'est ce phénomène qui éprouve mes informatrices à chaque instant. Je me suis donc engagée dans la question du droit au logement, alors que la production de connaissances tenait progressivement une place secondaire dans ma pratique de terrain. Cette difficulté de trouver un bon équilibre entre l'observation de terrain et la participation en tant qu'acteur à proprement parler du contexte étudié n'est pas une donnée nouvelle en anthropologie. À cet égard, dans les années 1980, Jeanne Favret-Saada parle de l'observation participante comme « oxymoron » :

Observer en participant, ou participer en observant, c'est à peu près aussi évident que de déguster une glace brûlante. [...] Au début, je n'ai cessé d'osciller entre deux écueils : si je *participais*, le travail de terrain devenait une aventure personnelle, c'est-à-dire le contraire d'un travail ; mais si je tentais d'*observer*, c'est-à-dire de me tenir à distance, je ne trouvais rien à observer. Dans le premier cas, mon projet de connaissance était menacé, dans le second, il était ruiné. (Favret-Saada, 2009, pp. 146-147)

Sans engagement, la connaissance ethnographique est impossible et, dans un même mouvement, il est pratiquement impensable de mesurer les degrés de notre implication. Comme Olivier de Sardan le montre dans un article sur « la politique du terrain », la pratique de terrain s'apprend en la faisant :

La pratique anthropologique n'est pas qu'une simple question de *feeling*, elle incorpore et mobilise formation et compétence. Tout le problème est que cette compétence relève d'un savoir-faire, et que la formation y est de l'ordre de l'apprentissage. Autrement dit, l'enquête de terrain ne peut s'apprendre dans un manuel. [...] C'est que l'enquête de terrain est d'abord une question de *tour de main*, et procède à coups d'intuition, d'improvisation et de bricolage. Le caractère

initiatique du terrain, maintes fois relevé, souvent sarcastiquement, chez les commentateurs de la tradition anthropologique, n'est pas qu'affaire de mythe ou de rite. C'est aussi, et sans doute surtout, une affaire d'apprentissage, au sens où un apprenti apprend avant tout en faisant. (Olivier de Sardan, 1995, p. 3)

Pour avancer dans la réflexion méthodologique concernant la place de l'ethnologue travaillant au cœur de mondes insécurisés, je souhaite dès à présent proposer une réflexion sur l'image du funambule et la façon dont cette pratique acrobatique résonne avec la place de l'ethnologue lorsqu'il est plongé dans un milieu urbain complexe aux prises avec des réalités mouvantes et conflictuelles. La métaphore du funambule pourrait sans doute être utilisée pour qualifier des terrains dans d'autres contextes que ceux de la ville, mais mon expérience se situe dans le milieu particulier d'un quartier où la plupart des habitants sont menacés d'expulsion. Je parlerai donc à partir de ce terrain de recherche particulier.

Le mot funambule est issu du latin *funambulus* qui signifie « danseur de cordes ». Le funambule est un équilibriste en hauteur qui progresse sur une corde à l'aide d'un balancier, un bâton de forme courbe qui lui permet de tenir en équilibre. L'ethnologue en ville navigue entre des mondes distincts, des contrastes majeurs qui l'obligent à s'impliquer auprès d'un groupe spécifique pour avancer dans sa recherche. Si au départ, il s'avérait qu'il était possible de jouer le rôle de médiateur entre les différents acteurs qui fabriquent la ville, il me semble aujourd'hui, avec le recul, que cette position est difficilement tenable. En effet, l'ethnologue, comme le funambule, doit choisir son camp ou sa ligne de conduite afin d'avancer dans la pratique de terrain. La parole de l'ethnologue est par conséquent toujours située. Mais cette position devra être ponctuée de prises de distance. Comme le funambule qui prend de la hauteur sur la corde, l'ethnologue se distancie de son terrain pour interpréter progressivement les enjeux de sa recherche et produire de la connaissance.

Le funambule marche sur la corde, ses mouvements de bassin produisent des oscillations impossibles à anticiper par des calculs réalisés en amont. Le terrain pratiqué de façon inductive oblige à certaines acrobaties que l'on peut traduire par une certaine flexibilité méthodologique. Comme je l'ai montré ci-dessus concernant la dimension



△ Figure 2. La recherche d'un équilibre fragile
Dessin de Pacôme Béro, janvier 2019.

artisanale de notre métier, il est illusoire de penser que l'on puisse tout planifier lorsque l'on travaille sur les mondes contemporains. Plus nous progressons sur la corde, plus nous créons des oscillations, c'est-à-dire des situations difficilement prévisibles qui peuvent éventuellement devenir le cœur de notre recherche. Notre présence sur le terrain produit effectivement des imprévus auxquels il faut souvent répondre rapidement, sans maîtriser forcément les outils adaptés à l'environnement étudié ni les conséquences de nos prises de position. C'est pourquoi les terrains de longue durée continuent à constituer une donnée fondamentale de la pratique ethnographique. Ils permettent d'apprendre à tomber, en adoptant progressivement les techniques du corps et de la parole du groupe dans lequel on s'intègre. Et si le funambule se dirige en ligne droite vers l'objectif fixé, l'ethnologue est susceptible de revenir à de nombreuses reprises au point de départ de sa recherche. Il devra donc faire preuve de créativité et de patience pour espérer progressivement trouver un chemin acceptable à sa position sur le terrain et à sa posture scientifique, une fois rentré chez lui.

Si le funambule s'aide d'un balancier pour trouver l'équilibre, l'ethnologue pourra également compter sur un certain nombre d'adjuvants. Les collaborateurs scientifiques sur le terrain et chez soi peuvent se révéler de précieux alliés. À cet égard, je rejoins la position de l'anthropologue Pierre-Joseph Laurent lorsqu'il propose de mettre en place des *groupes de supervision* (Laurent, 2011, p. 66) entourant les chercheurs pour faire face aux difficultés méthodologiques propres à nos mondes insécurisés. Sur le terrain, des représentants d'associations et d'ONG peuvent également, dans une certaine mesure, être des partenaires précieux pour la compréhension de certaines réalités locales. Mais, à l'instar du funambulisme, l'ethnologie en contexte urbain se révèle être une activité résolument solitaire : seul sur la corde, le chercheur répond aux contingences de son terrain et tente de se positionner dans le champ de la recherche. Pourtant, comme le funambule que la foule regarde progresser sur la corde, l'ethnologue est souvent considérablement entouré même s'il n'est pas le centre de l'attention comme le funambule. Dans mon cas, les milieux urbains que je côtoie sont extrêmement absorbants, exigeants et chronophages. Il est cependant primordial de réussir à se concentrer, à l'image du funambule qui ne se laisse pas distraire par les cris effrayés de la foule qui l'observe. L'activité ethnographique demande effectivement une concentration maintenue dans la durée. Le funambule qui monte sur la corde s'est préparé pendant une période d'entraînement relativement longue à sa progression sur le fil et lorsqu'il redescend, il prendra le temps de faire retomber la pression liée à sa performance. De la même façon, je considère qu'il est important de se préparer au départ sur le terrain et au retour, qu'il est souhaitable de prendre le temps nécessaire à la transition difficile entre les deux mondes côtoyés.

Dans ces conditions, que peut-on espérer de l'ethnologue dans le domaine de la recherche urbaine ? Est-il un acteur potentiel de la fabrication de la ville contemporaine ? Et si oui, à quel titre et à quelles conditions ? Peut-il apporter ses compétences aux divers mouvements sociaux apparaissant dans le monde et qui réclament *le droit à la ville* (Lefebvre, 1968) et l'accès à l'espace ? Plus qu'un médiateur, l'ethnologue me semble davantage endosser le rôle de porte-parole de réalités invisibles. Il est avant tout un chercheur, il raconte la façon dont la ville est produite au quotidien par ses habitants. Il attache une importance fondamentale à l'existant et au contexte. L'éthique de l'ethnologue se

définit fondamentalement au travers d'un engagement à écrire à partir de la voix des informateurs en essayant de faire parler leur rationalité et leur vision du monde. Le projet ethnographique a pour objectif de restituer la voix des informateurs au plus proche de leurs paroles et de leurs aspirations. Cependant, de nombreux auteurs ont montré que vouloir restituer sans filtre la parole des informateurs est illusoire et qu'il est en fait impossible de se décentrer totalement de sa propre culture. Par conséquent, nos discours scientifiques sont toujours empreints d'une forme d'ethnocentrisme dans la restitution ethnographique (Singleton, 2011). Pour faire face à cette difficulté au lieu de la nier, l'ethnologue au moment de l'écriture indiquera d'où il parle : s'il est un homme ou une femme, le rôle qu'il endosse pour ses informateurs, son âge, son histoire vis-à-vis du terrain qu'il aborde, la fréquence de ses terrains, etc. Il essaiera d'être le plus précis possible dans la description de sa position en tant que chercheur parmi les informateurs. Cette démarche d'honnêteté et de transparence vis-à-vis de ses lecteurs lui permet, pour la suite de son texte, d'être au plus proche de la parole des gens et de dédier son ethnographie à son travail de terrain.

La position du chercheur ethnologue est donc enrichie d'une certaine forme d'éthique décrite ci-dessus qui lui permet de dialoguer avec les différents acteurs de la ville et de représenter des hommes et des femmes qui n'ont pas toujours l'opportunité de se faire entendre dans l'espace public. Il peut également arriver, et cela s'est produit dans le cadre de mon terrain, que la présence de l'ethnologue permette aux acteurs locaux de progressivement s'auto-représenter. C'est à ce titre, à mon sens, que l'on peut parler de co-production des données. Au fil du temps, les éléments collectés par l'ethnologue pour sa recherche sont partagés sur le terrain et permettent de donner une teneur, une structure et une légitimité au discours des habitants. S'il est effectivement possible de co-produire les messages à destination de la société locale, il me semble néanmoins plus laborieux de véritablement co-produire les données qui seront restituées aux pairs.

Pour conclure cet article, je reviendrai sur le symbole du funambule. Lorsque le funambule tend une corde entre deux réalités, il fait surgir un espace inexistant auparavant. Il invente un entre-deux auparavant invisible. La conquête de ce nouvel espace produit à partir du fil tendu, me rappelle un texte de l'écrivaine américaine Siri Hustvedt racontant

la découverte de la signification du mot *yonder* en norvégien, langue maternelle de son père.

Mon père m'a demandé un jour si je savais ce que signifie *yonder*. J'ai répondu qu'à mon idée, *yonder* était un synonyme de *there*, là. Il a souri et m'a dit : «Non, *yonder*, c'est entre ici et là». Cette petite histoire me reste présente depuis des années comme un exemple de magie linguistique : elle identifie un nouvel espace – une région médiane qui n'est ni ici ni là –, un lieu tout simplement qui n'existait pas pour moi avant d'être nommé. Pendant que mon père me donnait cette brève explication du sens de *yonder* et, depuis lors, chaque fois que j'y pense, un paysage me vient à l'esprit : de la crête d'une petite colline, mon regard plonge dans une large vallée où se dresse un arbre isolé, et au-delà, se déploie l'horizon, défini par une série de collines ou de montagnes de faible altitude. Cette image assez quelconque, mais de bon usage réapparaît chaque fois que je pense à *yonder*. (Hustvedt, 2009)

Alors que les mots sont dotés du pouvoir de créer de nouveaux lieux dans notre imaginaire, le funambule esquisse un nouveau territoire né de la tension de la corde sur laquelle il chemine. De même, lorsque je pense à un funambule, apparaît dans mon esprit l'espace relié par un fil entre les deux tours du World Trade Center lors de l'exploit de Philippe Petit en 1974. Il avait déclaré lors de son arrestation : «Le funambule relie des choses vouées à être éloignées».

Ces deux images, le *yonder* de Siri Hustvedt et l'espace entre les deux tours, entrent, selon moi, en résonance avec l'histoire de la pratique ethnographique.

Traditionnellement, notre métier consiste d'abord à créer des liens entre des réalités éloignées l'une de l'autre. L'ethnologue part sur le terrain et ramène des données qui seront présentées et discutées dans les milieux universitaires. Par après, ce matériau pourra éventuellement être restitué aux informateurs. L'ethnologue comme le funambule relie donc bien deux réalités qui, originellement, ne sont pas vouées à se rencontrer.

Depuis les années 1980¹⁵, il est admis par bon nombre de chercheurs en Europe que la pratique de terrain s'accompagne d'une implication

15 Jeanne Favret Saada ouvre la voie, dès 1977, avec la parution de son ouvrage *Les mots, la mort, les sorts* dans lequel elle décrit son implication dans les pratiques de sorcellerie de son terrain.

profonde de l'ethnologue dans la réalité étudiée. Cette implication peut prendre différentes formes selon les domaines de recherche : militantisme politique pour différentes causes (immigration, destruction environnementale, exploitation des ressources, santé, etc.), conversion religieuse, action de développement, implication corporelle dans les rituels. Ces formes d'implication personnelle dans la réalité de terrain sont devenues inhérentes à l'application de la méthode de l'observation participante au cœur des *mondes insécurisés*. L'ethnologue est donc profondément impliqué dans la réalité de terrain qui l'occupe et il s'engage dans toute une série de pratiques qui lui permettent de récolter des données ethnographiques et de ne pas être exclu par ses informateurs.

Et aujourd'hui, que peut-on dire du rôle que peut jouer l'ethnologue sur le terrain en particulier et pour la société en général ? Étant donné l'implication des chercheurs dans des réalités complexes, majoritairement conflictuelles et violentes, est-il possible d'imaginer que les ethnologues aient l'opportunité de créer des espaces de dialogue inexistantes actuellement, à la fois sur le terrain, et dans nos sociétés d'origine ? Quotidiennement sur nos terrains, le fait d'être témoins des conséquences désastreuses de l'application généralisée à l'échelle mondiale de l'idéologie néolibérale nous oblige, incontestablement, à faire un pas en avant vers la société, pour rendre compte de nos analyses à nos concitoyens. L'ethnologue se définirait alors comme un acteur potentiel dans la création de nouveaux espaces de dialogue social et comme un porte-parole des réalités observées sur son terrain. Ce rôle peut être endossé en solo par l'ethnologue ou directement en collaboration avec les informateurs lorsque ceux-ci souhaitent s'auto-représenter. Si tel est le cas, ils ont alors l'opportunité de se saisir éventuellement des données produites par l'ethnologue pour légitimer leur discours et se donner une place dans le débat sur les transformations urbaines. Grâce au travail conjoint de l'ethnologue et des habitants, il est possible de co-produire des messages adressés aux acteurs dominant actuellement la production urbaine.

Notre société, plus que jamais, a besoin de recréer des lieux où l'on débat, où l'on structure des actions et où l'on crée des alternatives au système dominant subordonné intégralement au pouvoir et à l'argent. Nos villes et leurs habitants font quotidiennement les frais des fossés qui se creusent entre les *faiseurs de villes* qui dominent la production urbaine et les *gens ordinaires* qui subissent les effets des transformations néolibérales à toutes les échelles de l'habiter.

RÉFÉRENCES

- BECKER Howard. S (2002). *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*. Paris : La Découverte.
- BESSIN Marc, ROULLEAU-BERGER Laurence (2002). « Les armes du faible sont-elles de faibles armes ? », *L'homme et la société* n°143-144, 2001/2002.
- BOURDIEU Pierre (1979). *La distinction : critique sociale du jugement*. Paris : Minuit.
- BREDA Charlotte, DERRIDER Marie et LAURENT Pierre-Joseph (2012). *La modernité insécurisée : Anthropologie des conséquences de la mondialisation*. Louvain-la-Neuve : Academia.
- CENTRE NATIONAL DE RESSOURCES TEXTUELLES. *Dictionnaire étymologique*. En ligne <http://www.cnrtl.fr/etymologie/>, consulté le 08/02/2016.
- CHABOT Pascal (2015). *L'âge des transitions*. Paris : Presses universitaires de France.
- DAN Nicusor (2012). « Sinteza ilegalitatilor si abuzurilor Primariei Bucuresti în proiectul Diametralei Nord-Sud ». *Cui i-e frică de cartierul Matache ? Principii de regenerare urbană pentru Zona Matache - Gara de Nord din Bucuresti*. București, Arhitectii Voluntari, Pro Patrimoniu, pp. 140-145.
- de CERTEAU Michel (2010[1990]). *L'invention du quotidien t.1. Les Arts de faire*. Paris : Gallimard.
- GENARD Jean-Louis, CANTELLI Fabrizio (2008). « Être capables et compétents : lecture anthropologique et pistes pragmatiques », *SociologieS*. En ligne <http://sociologies.revues.org/1943>, consulté le 8 décembre 2013.
- HAYOT Alain (2002). « Pour une anthropologie de la ville et dans la ville : questions de méthodes », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, n°3. En ligne <http://remi.revues.org/2646>, consulté le 26/09/2011.
- HENRY Vincent (2012). « Sauver Bucarest : des citoyens au secours de leur ville ». *Regard sur l'Est*, vol. n°61 (Projets d'urbanisme à l'Est). En ligne http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=1334&PHPSESSID=212f90aff235f4858ae80c1ae8a63a8c, consulté le 30/11/2012.
- FAVRET-SAADA Jeanne (2009). *Désorceler*. Lonrai : L'Olivier.
- HERMESSE Julie, SINGLETON Mickaël et VUILLEMENOT Anne-Marie (2011). *Implications et explorations éthiques en anthropologie*. Louvain-la-Neuve : Academia.
- HUSTVEDT Siri (2009). *Plaidoyer pour Eros*. Paris : Actes Sud.
- LAURENT Pierre-Joseph, 2011, « Observation participante et engagement en anthropologie », *Implications et explorations éthiques en anthropologie*. Louvain-la-Neuve : Academia, pp. 45-70.
- LEFEBVRE Henri (1968). *Le droit à la ville*, Paris : Anthropos.
- LUX Martin et SUNEGA, Petr (2013). « Public Housing in the Post-Socialist States of Central and Eastern Europe: Decline and Open Future », *Housing Studies*. 29(4), pp. 501-519.

MATZAL Andra (2013). « Antropolog în Rahova-Uranus : 'Cut cât oamenii din cartier trăiesc în suspans, cu atât se emancipează' ». *Think Outside the Box* (en ligne). En ligne le 23 février 2013, consulté le 24 février 2013. <http://totb.ro/antropolog-in-rahova-uranus-cu-cat-oamenii-din-cartier-traiesc-in-suspans-cu-atat-se-emancipeaza/>

MONITORUL OFICIAL ROMANIA (2001). *Lege nr. 10/2001* (versiune actualizata la data de 03.02.2009) privind regimul juridic al unor imobile preluate in mod abuziv in perioada 6 martie 1945-22 decembrie 1989.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre (1995). « La politique du terrain ». Revue *Enquête*, 1, pp. 71-109.

SINGLETON Mickaël (2011). « Parcours ethniques, implications éthiques ». Louvain-la-Neuve : Académia, pp. 15-44.

STAN Livinia (2010). « Cadrul legal privind restituirea proprietății în România ». *Evacuarea fantomei: arhitecturi ale Supraviețuirii*. București : Studio Basar, pp. 38-60.

ZERILLI Filippo (2006). « Sentiments and/as Property Rights: Restitution and Conflict in Postsocialist Romania ». *Postsocialism: politics and emotions in Central and Eastern Europe*. New York-Oxford: Berghahn books. pp. 74-94.